

Société d'expertise comptable inscrite
au tableau de l'ordre de la région
de Lille - Nord-Pas de Calais
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite auprès de la Compagnie des
Commissaires aux Comptes de DOUAI

Bâtiment C2
35, allée Lavoisier
59650 Villeneuve d'Ascq
Tél. : 03 20 89 51 40
Fax : 03 20 89 51 49
contact@fdm-experts.fr

FDIM'EXPERTS
SARL au capital de 144 200 €
RCS Lille Métropole
SIREN 331 941 088

ASSOCIATION Z

Association déclarée
Siège social : 165 Avenue de Bretagne
59000 LILLE

SIREN : 884 606 435

***RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES
COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024***

ASSOCIATION Z

Association déclarée

RNA : n° W595036967

SIREN : n° 884 606 435

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée générale de l'association Z,

1.- Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Z relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2.- Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3.- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le rattachement des charges et produits et l'évaluation des provisions.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4.- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

5.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.

6.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villeneuve d'Ascq,
le 6 mars 2025

Le Commissaire aux comptes
La SARL FDM'EXPERTS

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Franck MOLEUX', enclosed within a large, loopy oval stroke.

Représentée par Franck MOLEUX

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)			
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires						
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels						
. Autres immobilisations corporelles	29 612	18 836	10 776	4,12	1 279	0,34
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées	1 000	1 000				
. Autres titres immobilisés						
. Prêts	3 583		3 583	1,37		
. Autres	4 846		4 846	1,85	1 776	0,47
TOTAL (I)	39 042	19 836	19 206	7,35	3 055	0,82
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	684		684	0,26		
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 984		1 984	0,76		
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	86 772		86 772	33,19	246 786	65,85
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	150 436		150 436	57,54	121 987	32,55
Charges constatées d'avance	2 364		2 364	0,90	2 914	0,78
TOTAL (II)	242 240		242 240	92,65	371 688	99,19
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	281 282	19 836	261 446	100,00	374 742	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires				
. Fonds propres complémentaires	1 100	0,42	1 100	0,29
Ecart de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles				
. Réserves pour projet de l'entité				
. Autres				
Report à nouveau	144 836	55,40	28 107	7,50
Excédent ou déficit de l'exercice	-10 577	-4,04	116 729	31,15
Situation nette (sous total)	135 360	51,77	145 936	38,94
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	135 360	51,77	145 936	38,94
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques			25 517	6,81
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			25 517	6,81
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	6 714	2,57	75 079	20,03
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	44 372	16,97	24 418	6,52
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	75 000	28,69	103 792	27,70
TOTAL (IV)	126 086	48,23	203 289	54,25
Ecart de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	261 446	100,00	374 742	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations													
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens													
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		1 984						1 984				N/S	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		115 272				155 463				-40 191		-25,84	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels													
- Mécénats		434 988				370 000				64 988		17,56	
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		28 717								28 717		N/S	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		2				4				-2		-49,99	
Total des produits d'exploitation (I)		580 963				525 467				55 496		10,56	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises													
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		164 013				229 372				-65 359		-28,48	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		6 390				467				5 923		N/S	
Salaires et traitements		284 763				104 632				180 131		172,16	
Charges sociales		111 541				41 918				69 623		166,09	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 126				5 002				-2 876		-57,49	
Dotations aux provisions						25 517				-25 517		-100,00	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		23 479				1 831				21 648		N/S	
Total des charges d'exploitation (II)		592 312				408 738				183 574			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-11 350				116 729				-128 079		-109,71	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations		767								767		N/S	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif		6								6		N/S	
Autres intérêts et produits assimilés													
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)		773								773		N/S	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées													
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilères placements													
Total des charges financières (IV)													
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		773								773		N/S	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-10 577		116 729		-127 306	-109,05
PRODUITS EXCEPTIONNELS:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (V)						
CHARGES EXCEPTIONNELLES:						
Sur opérations de gestion						
Sur opérations en capital						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VI)						
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)						
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)						
Total des produits (I + III + V)	581 735		525 467		56 268	10,71
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	592 312		408 738		183 574	44,91
EXCEDENT OU DEFICIT	-10 577		116 729		-127 306	-109,05
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
PRODUITS :						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
TOTAL						
CHARGES :						
Secours en nature						
Mise à disposition gratuite de biens et services						
Prestations						
Personnel bénévole						
TOTAL						

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 261 446 €.

Le compte de résultat affiche un total produits de 581 735 € et un total charges de 592 312 €.

Le résultat net comptable est un déficit de 10 577 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 07/03/2025 par les dirigeants.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les présents comptes ont été arrêtés conformément aux principes édictés par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations et par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 réécrivant le Plan Comptable Général. Le nouveau règlement comptable associatif ANC n°2018-06 étant applicable depuis le 1er janvier 2020.

Les principales méthodes utilisées sont :

Subventions

Les subventions de fonctionnement sont traitées conformément aux dispositions du règlement ANC n°2018-06. La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en " produits constatés d'avance". Lorsqu'il existe un risque de reversement partiel, il est constaté une provision pour dépréciation. Les subventions d'investissements sont comptabilisées dès la notification de la décision d'octroi. Elles sont amorties au compte de résultat sur la même durée que les biens qu'elles financent.

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance correspondent aux fonds octroyés au titre des conventions qui prévoient le financement pour une durée pluriannuelle. Le montant en produits constatés d'avance correspond aux sommes imputées sur les exercices suivants.

Les durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

- Matériel de bureau et informatique : 3 ans ;
- Mobilier : 10 ans ;
- Dépôts et cautionnements : non amortis.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production. Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu. Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Notes sur le Bilan

TABLEAUX CREANCES ET DETTES

TABLEAU CREANCES AU 31/12/2024 :

	TOTAL	1 an au plus	plus d'1 an
Créances	1 984	1 984	
Autres créances	86 772	86 772	
Charges constatées d'avance	2 364	2 364	
TOTAL DES CREANCES	91 120	91 120	-

Les autres créances incluent une subvention de 56 K€ de l'ANACT (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) et un montant de 31 K€ sur le compte courant de la filiale Z ACADEMY.

TABLEAU DETTES AU 31/12/2024 :

	TOTAL	1 an au plus	plus d'1 an
Fournisseurs et rattachés	6 714	6 714	
Dettes fiscales et sociales	44 372	44 372	
Produits constatés d'avance	75 000	75 000	
TOTAL DES DETTES	126 086	126 086	-

TABLEAUX CHARGES A PAYER

TABLEAU CHARGES A PAYER :

	N	N- 1
Dettes fournisseurs et rattachés	3 444	73 368
Dettes fiscales et sociales	23 886	11 111
TOTAL DES CHARGES A PAYER	27 330	84 479

Les charges à payer liées aux dettes fournisseurs correspondent au rattachement à l'exercice 2024 d'honoraires.

TABLEAUX PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

TABLEAUX PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	Montants
ANACT - 2024FACT748 - subvention	75 000
TOTAL PCA EXPLOITATION	75 000

Les produits constatés d'avance ne sont composés que de produits ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur (cf. paragraphe explicatif dans " règles et méthodes comptables").

Notes sur le compte de résultat

Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'exercice se ventilent de la manière suivante :

Nature des produits d'exploitation	Montant	Taux
Subventions d'exploitation	115 272	20%
Prestations vendues	1 984	0%
Utilisations des fonds dédiés	-	
Mécénat	434 988	75%
Contributions financières	-	
Reprises sur provisions et amortissements,	28 717	5%
Autres produits	2	0%
TOTAL	580 963	100%

Autres informations significatives

FILIALE Z ACADEMY

Z ACADEMY est une société par actions simplifiée unipersonnelle dont l'objet est principalement le développement d'actions de sensibilisation, d'accompagnement, de reconversion et de formation à l'employabilité ainsi que le conseil en accompagnement et en formation.

Il s'agit de prestations différentes des activités de l'Association car la société s'adresse à des professionnels en reconversion, dont la formation est financée de façon autonome et principalement à la demande des entreprises clientes.

Le but de la société Z ACADEMY est de développer cette activité, nettement dissociable de celle de l'Association,

Au titre de l'exercice 2024, les chiffres d'affaires et le résultat net se sont élevés à respectivement 177 K€ et 7 K€. Les capitaux propres restent négatifs de 8 K€ en raison des pertes cumulées des exercices 2020/2021 et 2022.

Le plan d'affaires 2025/2026/2027 a été actualisé et son exécution permettra à la société d'atteindre sa pleine autonomie financière. Dans ce cadre, la diversification des revenus repose notamment sur :

- La vente de programmes de formation personnalisée aux entreprises pour accompagner la montée en compétence de leurs salariés
- Les prestations d'accompagnement et conseils en recrutement
- Le portage salarial
- Le support aux PME et TPE sur les démarches administratives (OPCO, aides à l'embauche,...)

FDM'EXPERTS Commissaires aux Comptes

REGLEMENT N°2018-06

Les autres points prévus par le Règlement ANC n°2018-06, le code de commerce et le plan comptable général sont non applicables ou non significatifs.